

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Cellule Environnement SUD  
2 rue Jean Richepin - BP 60079 - 66050 Perpignan Cedex

Perpignan, le 18/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EPPLN SAS - Poste D2**

Avenue Adolphe Turrel - CS 90049  
11210 Port-La-Nouvelle

Références : 2026 – 041 – PR/EX  
Code AIOT : 0006605000

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement EPPLN SAS - Poste D2 implanté Avenue du Preventorium 11210 Port-la-Nouvelle. L'inspection a été annoncée le 11/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite de 7 ans pour ce site.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation "ICPE".

En application des articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement l'objet du présent rapport est d'informer la préfecture des constats relevés et de proposer les suites à donner à cette inspection. Une copie du rapport doit par ailleurs être transmise à l'exploitant qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EPPLN SAS - Poste D2
- Avenue du Preventorium 11210 Port-la-Nouvelle
- Code AIOT : 0006605000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS EPPLN exploite sur le port de Port-La-Nouvelle, un dépôt pétrolier, un terminal terrestre, un terminal maritime et un quai de déchargement (D2) objet de la présente visite. Concernant précisément le quai de déchargement D2, l'activité consiste en la réception maritime d'hydrocarbures liquides, leur stockage et leur expédition par camions citernes. Les produits déchargés sont des hydrocarbures liquides : Gazole, Fuel Oil Domestique, Essence, Esters Méthyliques d'Huiles Végétales (EMHV) et Ethyl-Tertio-Butyl-Ether (ETBE).

Le poste D2 est constitué par 2 bras de déchargement positionné sur une plate-forme et relié au quai par une passerelle métallique en caillebotis. La zone d'exploitation est délimitée par le bateau jusqu'aux vannes alimentant le réseau de canalisation et comprenant le collecteur et les bras. Il permet le déchargement des navires de petite et moyenne taille (longueur max : 145 m, largeur max : 22 m, charge max : 14 000 tonnes).

Le poste dessert 1 à 2 bateaux par semaine en moyenne annuelle, pour une escale d'environ 24h. Depuis le début des années 2020, l'exploitant observe une baisse progressive d'activité de 80 à 90 bateaux à 60 à 70 par an, ainsi qu'une modification du marché dans l'équilibre GO et essence.

Historiquement, la darse pétrolière abritant le poste de déchargement D2 a été creusée en 1965, peu de temps après la création de la zone industrielle pétrolière au nord du port (1961). Elle est exploitée depuis cette date par les différentes sociétés implantées sur le port de commerce (pétroliers, gaziers, céréaliers).

Initialement le poste D2 était relié au dépôt TOTAL (ex SARAM) tandis que les dépôts DPPLN et DYNEFF étaient alimentés depuis le poste D4, situé dans la même darse, en face du poste D2.

Dans le cadre de projets de restructuration de la darse pétrolière et notamment du poste D4, la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) chargée de la gestion du port du commerce, a demandé à la société DYNEFF d'implanter un nouveau bras de déchargement sur le poste D2. Cette demande a fait l'objet d'une demande d'autorisation déposée en 2010 et a abouti à l'arrêté d'autorisation du 10/11/2011.

À la suite l'appontement D2 était équipé :

- de 2 bras de chargement pour les hydrocarbures liquides alimentant les dépôts TOTAL, DYNEFF et DPPLN de 8" et 10",
- d'un bras pour les hydrocarbures liquéfiés alimentant le dépôt ANTARGAZ,
- d'une prise par canalisation souple alimentant le dépôt d'alcool et d'éthanol FOSELEV.

A noter que les canalisations, reliant le poste D2 aux dépôts, font l'objet d'études de dangers spécifiques et sont encadrés par d'autres textes réglementaires.

A ce jour, le dépôt DPPLN a définitivement arrêté son activité, les 2 dépôts DYNEFF et TOTAL ont été repris par la société EPPLN, le bras d'hydrocarbures liquéfiés a été démonté, le dépôt ANTARGAZ étant exclusivement alimenté par wagon citerne.

La société EPPLN est le seul exploitant de l'appontement D2 pour ce qui concerne les hydrocarbures liquides. Cet appontement continue à être utilisé par la société FOSELEV pour le chargement / déchargement de son dépôt d'alcool et bioéthanol, par l'intermédiaire d'une canalisation souple.

L'arrêté d'autorisation n°2011-252-0005 du 10/11/2011 constitue l'acte administratif de référence. Les prescriptions ont été mises à jour par les APC n°2020-033 du 03/07/2020 (mise à jour situation administrative et EDD) et n° 2021-043 du 17/12/2021 (modification du bas 8 en 10) .

Enfin, l'activité de chargement est visée par la rubrique 1434-2 « Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumis à autorisation » sous le régime de l'autorisation sans seuil.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Récolement aux prescriptions	Arrêté Préfectoral du 10/11/2011, article 1.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Connaissance des produits	Arrêté Préfectoral du 10/11/2011, article 7.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Plans	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 37	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 35-2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Vérification périodique	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 33-3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Liste des installations concernées par une rubrique ICPE	Arrêté Préfectoral du 10/11/2011, article 1.2.1
5	Appareils incendie	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 35-1
7	Absorbant	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 36
8	Risque de fuites	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 33-1
9	Dispositifs techniques de sécurité	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 33-2
11	Programme d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 34

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le rapport d'inspection du poste D2 met en évidence une situation globalement conforme aux exigences réglementaires pour les installations de déchargement de liquides inflammables. Les équipements principaux et les dispositifs de sécurité, notamment les bras de déchargement et le système PERC, paraissent adaptés et sont correctement entretenus. Les moyens de lutte contre l'incendie apparaissent globalement efficaces, avec des contrôles réguliers et des essais réalisés.

Toutefois, plusieurs écarts nécessitent des actions correctives. L'audit réglementaire devra être renouvelé en intégrant l'ensemble des textes applicables. Des non-conformités sont relevées concernant l'étiquetage de certains produits et la disponibilité des extincteurs en nombre suffisant. La documentation des plans doit être améliorée pour faciliter l'intervention des secours. Enfin, la vérification de la mise à la terre n'est pas justifiée.

En conclusion, 5 faits « avec suites administratives » ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle. L'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suite administrative demandant à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de présenter les mesures mises en place pour répondre aux écarts relevés, en retournant à l'inspection les fiches de constats dûment complétées pour la partie concernée, accompagnées des justificatifs permettant de lever ces écarts.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2011, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rubrique
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Rubrique 1434.</li></ul> "Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts..." <p>2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation.</p> <p>Poste de déchargement navire (essence, GO, FOD, ETBE) situé à l'appontement D2 desservant les dépôts EPPLN1 et EPPLN2.</p> <p>Débit horaire maximal :</p> <p>850 m<sup>3</sup>/h pour le GO, FOD, ETBE</p> <p>600 m<sup>3</sup>/h pour les essences</p> <p>Pression maximale : 8 bars</p>
<b>Constats :</b> <p>La situation administrative du site a été abordée en début d'inspection. L'activité de chargement est visée par la rubrique 1434-2 sous le régime de l'autorisation sans seuil.</p> <p>En application de l'article 1.2.3 de l'arrêté d'autorisation, l'inspection a vérifié que l'établissement comprend l'ensemble des installations classées et connexes, organisé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Deux bras articulés de déchargement de 10'' utilisé pour décharger l'ensemble des produits, des navires vers les dépôts de liquides inflammables EPPLN.</li><li>• L'utilisation simultanée des 2 bras est interdit.</li><li>• Les produits déchargés sont :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ des hydrocarbures liquides inflammables : essence, gazole (GO), fuel oil domestique (FOD), et éthyl-tertio-butyl-éther (ETBE) ;</li><li>◦ de l'éthanol ;</li><li>◦ des esters méthyliques d'acide gras (EMAG) : esters méthyliques d'huiles végétales (EMHV), ester méthylique d'huile usagée (EMHU), ester méthylique d'huile animale (EMHA).</li></ul></li><li>• Les produits sont transférés à un débit maximal de 850 m<sup>3</sup>/h pour le GO, le FOD, l'ETBE et les EMAG et à un débit maximal de 600 m<sup>3</sup>/h pour les essences et l'éthanol. La pression maximale de transfert est de 8 bars.</li><li>• Les bras de déchargement sont à manœuvre entièrement manuelle. Ils sont équipés d'un clapet anti-retour, d'une vanne de sectionnement manuelle, d'un système de sécurité de type PERC, à déconnexion rapide, permettant en cas d'arrachement du bras une isolation immédiate des 2 parties (bras et tronçon restant accrochés au manifold du navire).</li><li>• Le déchargement s'effectue par l'intermédiaire des pompes du navire ; l'appontement de déchargement ne possède pas d'équipement électrique et n'utilisent pas d'air instrument.</li></ul> <p>Ainsi, le site n'a pas évolué depuis la dernière mise à jour de l'arrêté préfectoral en 2021, hormis la disconnection au réseau de canalisation alimentant l'ancien dépôt EPPLN2 en cessation d'activité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Récolement aux prescriptions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2011, article 1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Audit
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et des arrêtés ministériels applicables, notamment l'arrêté du 12/10/11 relatif aux installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2, est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans.</p> <p>Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Les non-conformités et écarts qui ressortent de ces audits doivent être corrigés sans délai.</p> <p>En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté en séance l'audit de conformité réglementaire réalisé en interne en 2023 sur la base de l'arrêté préfectoral.</p> <p>La vérification ne porte pas sur l'Arrêté du 12/10/11 relatif aux installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Néanmoins, l'échéance de renouvellement de l'audit arrive cette année 2026.</p> <p>L'exploitant relève des écarts dont les prescriptions seraient inadaptées au site, notamment la répartition des extincteurs.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La société EPPLN doit transmettre l'audit de conformité réglementaire renouvelé en 2026, comprenant le recollement des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et des arrêtés ministériels applicables, notamment l'arrêté du 12/10/11 relatif aux installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2. Les non-conformités et écarts qui ressortent de cet audit doivent faire l'objet d'un plan de mise en conformité et le cas échéant d'un porté à connaissance demandant la modification des prescriptions inadaptées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Connaissance des produits

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2011, article 7.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose avant réception des matières des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses stockées ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté en séance la liste des fiches de données de sécurité (FDS) liée aux liquides inflammables transmises par les fournisseurs et des produits dangereux présents sur site.</p> <p>L'inspection a vérifié par sondage que l'exploitant met en œuvre les dispositions indiquées, notamment les conditions de stockage du produit (rubrique 7 de la FDS) ou l'étiquetage (rubrique 2.2 de la FDS). L'affichage du stockage d'émulseur n'est pas conforme au règlement CLP.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> La société EPPLN doit justifier de l'affichage conforme au règlement CLP du stockage d'émulseur et en application de la FDS du produit.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 37
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose d'un plan des aires et des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une signalétique explicite des risques à combattre pour chaque aire ou local.
<b>Constats :</b> La société EPPLN a mandaté la société SEPAC pour la mise à jour des plans du site ou le recollement des modifications des installations. Concernant le plan des aires et des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, l'exploitant a présenté en séance : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un plan de zone ATEX mis à jour en 2024 en lien avec le dépôt</li> <li>- un plan des réseaux hydrocarbures mis à jour en 2025</li> <li>- un plan des zones d'effet extrait de l'EDD de 2024</li> <li>- plan DCI affichant l'implantation des extincteurs.</li> </ul> Ces plans dont certains sont intégrés au POI de l'établissement EPPLN, présentent l'ensemble des installations exploitées par la société et ne permettent pas de visualiser sur un seul plan les risques à combattre pour chaque aire ou local du poste D2.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection propose à la société EPPLN de compiler sur un seul plan relatif au poste D2, les aires et des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une signalétique explicite des risques à combattre pour chaque aire ou local (comprenant notamment les accès, vannes, moyens d'extinction, absorbants et barrages flottants, les zones ATEX, etc).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Appareils incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 35-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée d'un ou plusieurs appareils incendie (bouches ou poteaux) capables de délivrer un débit unitaire de 60 mètres cubes par heure pendant deux heures, implantés sur un réseau public ou privé de telle sorte que leur accessibilité et leur éloignement par rapport aux incendies potentiels présentent le maximum de sécurité d'emploi. Tout point des voies « engins »



susceptible d'être utilisé pour l'extinction d'un incendie dans l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie et la distance entre deux appareils est de 150 mètres maximum.

A défaut du respect des dispositions de l'alinéa précédent, l'exploitant dispose d'une ou plusieurs réserves d'eau de 120 mètres cubes de capacité unitaire minimale, dont les points de raccordement des moyens de pompage mobiles répondent aux critères d'implantation cités à l'alinéa précédent.

**Constats :**

En application de l'article 7.6.3.1 de l'arrêté d'autorisation, l'exploitant dispose :

- d'un canon à mousse à poste fixe (orienté sur les 2 bras) fournissant un débit de 1350 m<sup>3</sup>/h de pré-mélange et alimenté par le réseau incendie ;
- d'une réserve d'émulseur AFFF de classe 1 à 3% de concentration et détient un stock d'au moins égal à deux fois le volume d'émulseur consommé durant un scénario d'extinction.

A noter que l'exploitant peut également faire appel au réseau de secours d'entraide portuaire de 1200 m<sup>3</sup>/h.

L'exploitant s'assure de l'efficacité de l'émulseur dans le temps et en fonction des hydrocarbures présents sur le site (émulseur agréé par le GESIP pour l'application sur hydrocarbure). Les émulseurs entreposés font l'objet d'un contrôle annuel de leur qualité. L'exploitant a présenté en séance le compte rendu d'échantillonnage annuel de l'émulseur, justifiant la conformité du produit dans le temps.

Enfin, l'exploitant réalise chaque vendredi un test du canon. A la demande de l'inspection, le canon a été mis en œuvre lors de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Extincteurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 35-2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose d'extincteurs judicieusement répartis à proximité des installations présentant des risques spécifiques, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ou transférés.

La position des extincteurs et leur nombre sont définis sous la responsabilité de l'exploitant en fonction des emplacements à protéger, avec un minimum d'un extincteur à poudre sur roues de 100 kilogrammes de charge ou de deux extincteurs de 50 kilogrammes. Sont également admis les appareils mettant en oeuvre d'autres agents d'extinction ayant une efficacité équivalente.

La présence d'extincteurs n'est pas nécessaire à l'endroit où d'autres moyens présentant une efficacité au moins équivalente (tels qu'une lance à mousse ou un système d'arrosage par déluge) sont mis en place.

**Constats :**

En application du dernier alinéa de l'article 35-2 de l'AMPG du 12/10/2011, l'exploitant a souligné que la présence d'extincteurs n'est pas obligatoire si d'autres moyens présentant une efficacité au moins équivalente (tel que le canon fixe présent) sont mis en place.

Toutefois, l'article 7.6.3.3 de l'arrêté d'autorisation prévoit :

*La position des extincteurs et leur nombre sont définis sous la responsabilité de l'exploitant en fonction des emplacements à protéger, avec un minimum de 3 extincteurs de 50kg et 2 x 9kg.*



<p>Sur site, l'exploitant dispose d'un extincteur 9 kg dans le local du garde-feu (local endommagé lors de la dernière tempête Nils de février 2026), un extincteur 9 kg et un de 50 kg sur la passerelle d'accès (soit un déficit de 2 extincteurs de 50 kg). Cette situation ne correspond pas au plan d'implantation des extincteurs.</p> <p>Par ailleurs l'inspection rappelle que les extincteurs sont des moyens de première intervention qui peuvent être mis en œuvre très rapidement pour intervenir sur le début d'un incendie alors que les canons nécessite une logistique différente.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La société EPPLN doit justifier que le poste D2 est équipé d'un minimum de 3 extincteurs de 50 kg et 2 extincteurs de 9kg, dont l'implantation doit être confirmée par un plan et une signalétique adaptée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 7 : Absorbant

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 36</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aire de chargement ou déchargement dispose d'une réserve de sable ou de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 200 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles et protégée par un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le sable ou le produit absorbant des intempéries.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est équipé d'un kit de boudins absorbants HY816 de 50 mètres et 5 unités de feuilles HY100 et d'une unité d'absorbants en vrac dit « spaghetti » (microfibres), présent dans la remorque de secours. Suite à un accord d'échange de terrains avec la région, cette remorque doit prochainement faire l'objet d'un stationnement défini à proximité du poste D2.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant souligne qu'il dispose également d'un stock d'absorbants en vrac au dépôt pétrolier.</p> <p>L'ensemble de ces équipements est contrôlé une fois par an en interne.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Risque de fuites

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 33-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Autres dispositions de prévention des risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de prévenir les risques de fuites sur les installations suite à des phénomènes liés à des contraintes mécaniques, physiques ou chimiques (par exemple, fatigue, corrosion ou agressions externes).</p>

**Constats :**

Afin de prévenir les risques de fuites, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- en prévention : mise en place d'un plan de Surveillance et de Maintenance (PSM) comprenant des vérifications (étanchéité, manipulation des vannes, épaisseurs des tuyauteries, etc) et des contrôles périodiques (du constructeur du bras et du système PERC) ;
- en exploitation : mise en place de consignes d'exploitation ; l'opérateur dépôt et le surveillant darsse restent en permanence en liaison avec le bateau pendant chaque opération de déchargement pour, notamment, faire interrompre le déchargement en cas de problème constaté (fuite, pression, débattement important du bras, autre).

L'inspection a consulté par sondage les « fiches de vie » des installations qui recense les interventions, notamment le contrôle général du constructeur du bras bleu requalifié en usine et faisant l'objet d'un PV de réception du 16/12/2024, ainsi que la « fiche de vie » du bras gris (nouveau) qui signale une perte de pression dans le temps (sur plusieurs jours) et engendrant la non-réception de l'équipement. D'après EPPLN, l'analyse de chaque élément permettrait d'identifier le vérin comme source du problème et cette situation ne remet pas en cause son exploitation. La correction doit être prise en charge par le constructeur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Dispositifs techniques de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 33-2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Autres dispositions de prévention des risques

**Prescription contrôlée :**

Les dispositifs techniques de sécurité des installations de chargement ou de déchargement sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux liquides inflammables, à l'exploitation et à l'environnement du système (comme les chocs ou la corrosion).

Ces dispositifs, en particulier l'instrumentation, sont conçus pour permettre leur maintenance et le contrôle périodique par test de leur efficacité.

**Constats :**

Les bras de déchargement sont tous deux équipés du système PERC, à déconnexion rapide, permettant en cas d'arrachement du bras, une isolation immédiate des 2 parties (bras et tronçon restant accrochés au manifold du navire). Le système PERC est vérifié une fois par an en interne (déclenchement sans pression) et à périodicité quinquennale par le fabricant. L'exploitant a présenté la « fiche de vie » consignant la vérification interne et le rapport d'inspection MLA par la société WIESE EUROPE en date du 15/03/2024.

Par ailleurs, les lignes sont équipées de manomètres de pression reliés à la supervision du dépôt.

Enfin, le gardien est équipé de Talkie-walkie avec une fonction Stop Pumping (bouton déclenchant l'alerte au navire). La balise STOP PUMPING est également à bord du bateau.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Vérification périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 33-3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Autres dispositions de prévention des risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques, conformément

aux référentiels en vigueur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs de ces vérifications et opérations de maintenance.

**Constats :**

Afin de justifier la vérification périodique des matériels de sécurité, l'exploitant a présenté les éléments suivants :

- pour les extincteurs : justificatif de vérification annuelle par la société Clauzel sécurité incendie ;
- pour les installations électriques : l'exploitant indique que la plate-forme ne dispose pas d'équipements électriques ;
- pour la mise à la terre : le dispositif de mise à la terre de la plate-forme n'est pas vérifié ;
- pour la foudre : rapport de vérification de l'organisme Socotec en date du 3/10/2025, relative à l'ARF et l'ET du 25/05/2016. Les observations relevées ne concernent pas le poste D2.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La société EPPLN doit justifier de la vérification périodique du dispositif de mise à la terre de la plate-forme et des bras.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 11 : Programme d'inspection périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 34

**Thème(s) :** Risques accidentels, Autres dispositions de prévention des risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un programme d'inspection périodique des équipements comme les tuyauteries et leurs accessoires (y compris les flexibles et les bras articulés), les pompes et les rétentions ainsi que des dispositifs techniques de sécurité. Les dispositifs techniques de sécurité sont maintenus au niveau de fiabilité de conception et dans un état fonctionnement tel que défini dans des procédures écrites.

**Constats :**

L'exploitant a présenté en séance son Plan de Surveillance et de Maintenance (PSM), fixant les opérations de surveillance devant être réalisées ainsi que leurs fréquences.

Les principaux points de contrôle sont les suivants :

Contrôle étanchéité du bras	Avant chaque déchargement
Contrôle visuel du PERC	Avant chaque déchargement
Contrôle vérin	Avant chaque déchargement
Contrôle visuel du câble	Avant chaque déchargement
Contrôle vanne de pied de bras (manipulation difficile)	Avant chaque déchargement
Circuit de mise à l'air libre (étanchéité / état général)	Avant chaque déchargement

Vannes manifold (étanchéité / manipulation / état général)	Avant chaque déchargement
Vérification et graissage de bride d'accouplement	mensuel
Contrôle marquage ATEX et interdictions	1 an
Exercice anti-pollution	1 an
Contrôle de la prise de terre	1 an
Remplacement du vérin	18 mois
Contrôle d'épaisseur de tuyauterie	3 ans
Graissage du bras	3 ans
Contrôle général constructeur	5 ans
Remplacement tiroir hydraulique	7 ans

La consultation des « fiches de vie » et des PV de réception permettent de justifier leur mise en œuvre.

**Type de suites proposées :** Sans suite